TROISIÈME PARTIE
LES COMMANDEMENTS

TITRE I

LES COMMANDEMENTS DE DIEU

572. — Le Décalogue ou les dix commandements de Dieu.

— 1. — La liste des dix commandements de Dieu ou *Décalogue* a son origine dans la révélation faite par Dieu à Moïse d'un code de morale dont nous trouvons le texte *en double* dans la Bible, *avec des variantes* : Exode XX et Deutéronome V.

Dans le *texte actuel des catéchismes*, inspiré de celui de Saint Augustin, le quatrième commandement du texte primitif est devenu le troisième par contraction des deux précédents en un seul. Et c'est pour compenser cette contraction que l'on a pris l'habitude de dédoubler au contraire le dixième commandement du texte biblique. Cf. Dict. Vacant, art. « Décalogue ».

2. — *Le contenu même du Décalogue* a été soumis à *quelques modifications*.

L'interdiction ancienne de faire des statues est supprimée. Il était question au quatrième commandement du repos du Sabbat, loi cérémoniale abolie comme telle par le Nouveau Testament; — dans le texte actuel on fait mention de l'obligation du Dimanche. Plusieurs allusions historiques sont aussi passées sous silence.

Ainsi modifié, le Décalogue est presque uniquement une promulgation du *Droit Naturel*, ayant comme telle une *valeur universelle et perpétuelle* pour tout le genre humain. C'est par le fait une partie nécessaire de la morale catholique.

3. — Bien que dans *l'enseignement catéchistique* on ait conservé l'habitude de présenter une partie importante de la morale chrétienne sous forme de commentaire des « Commandements de Dieu », il nous a semblé préférable de garder un ordre plus logique en étudiant séparément les obligations relatives aux principales vertus.

On trouvera un *commentaire des deux premiers commandements* dans le traité des vertus Théologiques (n. 133 et ss) et dans celui de la vertu de Religion (n. 468 et ss);

— *du III^e*, au sujet des commandements de l'Eglise (n. 575 et ss);

— *du IV^e*, au sujet des devoirs des parents (n. 987);

— *du V^e*, dans le traité de la Justice (n. 369 et ss);

— *du VI^e et du IX^e*, dans le traité de la Chasteté (n. 1011 et ss);

— *du VII^e et du X^e*, dans le traité de la Justice (n. 423 et ss);

— *du VIII^e*, dans le traité de la Justice (n. 397 et ss).

[572]

TITRE II

LES COMMANDEMENTS DE L'ÉGLISE

INTRODUCTION GÉNÉRALE

573. — Sens de l'expression : « Commandements de l'Église ». — 1. — Si l'on peut légitimement appeler : « Commandements de l'Église », l'ensemble des lois ecclésiastiques, ce sens est certainement trop large pour que nous puissions l'adopter dans cette étude.

Du reste lorsqu'en français nous employons cette expression, nous pensons nécessairement au texte des Six Commandements de l'Église de nos catéchismes.

Un texte analogue se trouvait déjà depuis assez longtemps dans les anciens catéchismes de langue française. Et, comme l'a fait remarquer le P. Jousse, il y a là une forme rythmée et balancée qui facilite étrangement la mémoire et assure la transmission orale du texte sans qu'il puisse ordinairement subir d'altération. De là un procédé élémentaire de pédagogie que nous ne devons pas négliger.

2. — Mais en face de ces textes nous devons nous demander si, sous une forme ou une autre, cette énumération de Six Commandements de l'Église a un caractère officiel. — Or la réponse est négative : nous ne trouvons *aucune liste analogue soit dans le Codex Juris Canonici, soit dans tout autre document authentique.*

A défaut de caractère officiel, ce groupement a-t-il au moins un caractère de véritable ancienneté? — Non, même pas. C'est seulement au XVII^e siècle que l'on prend l'habitude d'énoncer de cette manière un certain nombre de préceptes ecclésiastiques. Et il est curieux de constater que la classification n'est même *pas immuable*. Si, en effet, nos catéchismes et presque tous les traités modernes de Théologie Morale parlent de Commandements de l'Église, « les uns comptent cinq, d'autres six préceptes; on en comptait sept quand on y ajoutait le précepte de payer la dîme; et nous ne serions pas étonnés, — nous dit Mr. Villien dans son *Histoire des Commandements de l'Église*, — qu'on en comptât en d'autres pays un plus grand nombre encore ».

3. — Cependant, malgré tout ce qu'il peut y avoir de *variable* et

de *relatif* dans ces listes, nous nous proposons de suivre l'énumération de nos catéchismes français, à cause même de son *importance pédagogique*; nous réservant le droit d'ajouter à la liste ordinaire quelques préceptes qui trouveraient plus difficilement leur place dans d'autres traités.

574. — Importance de ces commandements. — Bien que ces lois de l'Église, que nous appelons « Commandements de l'Église », puissent sembler fort extérieures et secondaires par rapport à la grande loi intérieure d'amour et de charité, nous devons prendre garde de les mépriser, car elles sont directement proportionnées à la *nature corporelle et sociale* de l'homme, et leur importance se confond souvent, dans la pratique, avec celle du *culte extérieur et sacramentel*.

C'est dire que le Bien Commun de la société religieuse et le bien particulier de chaque fidèle exigent de tous l'observation généreuse de l'*ensemble* de ces préceptes que nous devons étudier ici.

REMARQUE. — Une interprétation éclairée de ces lois, dont l'origine est souvent coutumière, exigerait qu'on fit une place importante aux *données historiques*; mais nous ne pouvons que renvoyer aux auteurs qui se sont spécialisés dans cette étude. — Voir : Villien, *Histoire des Commandements de l'Église*; — dans le Dictionnaire Vacant, plusieurs articles avec leur bibliographie.

CHAPITRE PREMIER

LA SANCTIFICATION DES DIMANCHES
ET DES JOURS DE FÊTE

§ I. — GÉNÉRALITÉS

575. — Nature du précepte. — 1. — L'obligation ordinairement formulée dans *les deux premiers Commandements de l'Église*, se trouve dans le Codex J. C. au C. 1248.

Elle comprend *deux parties* : une partie *positive*, l'assistance à la messe le Dimanche et certains jours de fête; et une partie *négative* interdisant tout « travail servile » ces mêmes jours.

2. — Or il convient de noter tout d'abord que l'ensemble de cette obligation n'est *pas simplement de droit ecclésiastique* et coutumier. En effet, l'obligation de consacrer un temps convenable à la réfection spirituelle et à la prière est de *Droit Naturel*. Cf. St Thomas, II^a II^{ae}, q. 122, art. 4, ad 1^{um}.

L'obligation d'assister parfois à la messe est de *Droit Positif Divin*.

Sont au contraire certainement de *simple Droit Ecclésiastique*, comme le met clairement en évidence l'histoire de ce précepte, les précisions qui fixent au dimanche et à certains jours de fête le temps consacré à Dieu, l'obligation d'assister à la messe et les déterminations positives relatives au repos correspondant.

576. — Dispositions générales du droit actuel. — 1. — Dans la législation actuelle, seul le *Saint-Siège* peut établir d'une façon stable de nouvelles obligations, comme lui seul peut supprimer celles qui existent de Droit Commun. Cf. C. 1244.

2. — A moins d'indult particulier obtenu depuis la promulgation du nouveau Droit, en plus des dimanches, *seules les fêtes comprises dans la liste suivante peuvent être d'obligation* : Noël, la Circoncision, l'Épiphanie, l'Ascension, la Fête Dieu, l'Immaculée Conception, l'Assomption, la fête de Saint Joseph (19 mars), la fête des Saints Pierre et Paul, la Toussaint. Cf. C. 1247 et RCIC.

Mais le droit particulier accordé à certaines régions peut en limiter le nombre. C'est ainsi qu'en France et en Belgique une loi particulière, introduite par le Concordat de 1801 et toujours en vigueur, réduit à quatre le nombre des fêtes chômées qui peuvent tomber en semaine : Noël, l'Ascension, l'Assomption et la Toussaint.

3. — Les jours fériés doivent être comptés *de minuit à minuit*. Cf. CC. 1246 et 33.

Prise dans son ensemble, l'obligation de sanctifier les dimanches et les fêtes est certainement *grave*. Cf. Denz.-B. 1202.

577. — REMARQUE. — En plus de l'assistance à la messe et de l'abstention des œuvres serviles, la loi ecclésiastique prévoit pour les jours fériés d'*autres obligations particulières et certains privilèges* qui peuvent du reste les déborder. C'est ainsi que ces jours-là les Pasteurs qui ont charge d'âmes doivent célébrer la messe « *pro populo* », dans les églises paroissiales sont proclamés les bans de mariage et d'ordination, les Évêques pour une raison grave peuvent conférer les ordres majeurs, etc. Cf. CC. 1024, 998 § 2, 1006 § 3.

§ II. — L'ASSISTANCE A LA MESSE LES JOURS FÉRIÉS

578. — Le précepte. — Nous pouvons ramener à *cinq* les conditions nécessaires à l'observation du précepte de l'assistance à la messe les dimanches et les jours effectivement fériés. (CC. 1248 et 1249).

1^o — *L'intention d'entendre la messe.* — L'assistance à la messe doit être un acte de religion, donc un acte humain ayant pour but le culte que nous devons à Dieu.

L'intention explicite d'accomplir le précepte positif n'est cependant pas nécessaire. Cf. n. 72.

2^o — *Une présence véritable.* — Puisqu'il s'agit d'une obligation de *culte extérieur et social*, l'acte requis doit être public de sa nature : une présence corporelle est nécessaire. Le *célébrant et les assistants* doivent former un ensemble matériellement uni, de telle sorte que l'on puisse, au moins indirectement, suivre les différentes parties de la messe à laquelle on assiste.

Et c'est pourquoi on ne peut se contenter, par exemple, d'entendre la messe *par T.S.F.* pour satisfaire au précepte dominical : cette audition lointaine ne peut être qu'une suppléance, que le Saint-Siège a cependant parfois encouragée.

3^o — *Le lieu voulu par l'Église.* — Cette condition se trouve maintenant nettement déterminée par le Droit Commun. — On peut satisfaire au précepte en assistant à une messe célébrée soit *en plein air*, soit dans n'importe quelle *église ou oratoire public ou semi-public*, soit même dans une *chapelle de cimetière*, mais non dans les autres chapelles privées, si l'indult ne le permet pas. Cf. C. 1249.

Les *oratoires, même secondaires*, des séminaires et maisons religieuses sont des oratoires semi-publics où l'on peut toujours satisfaire valablement au précepte dominical.

4^o — *Le rite.* — L'audition de la messe basse suffit et tout rite, même oriental, est admis pourvu qu'il soit *catholique*. Cf. C. 1249

5^o — *L'attention externe.* — L'attention qui exclut simplement toute occupation extérieure incompatible avec la participation à

[578]

un acte de culte public est suffisante pour l'accomplissement du précepte. Cf. St Alphonse, III, 313.

Il nous semble en effet qu'imposer une attention interne serait supposer l'existence d'une loi ecclésiastique qui n'est pas prouvée. Bien plus, nous ferons remarquer, avec de bons auteurs, que l'opinion sévère qui exige une attention interne est dangereuse dans la pratique, parce qu'elle engendre pour ainsi dire nécessairement le scrupule.

Déterminer les *occupations extérieures incompatibles* avec l'acte de culte demandé est surtout une question de bon sens; tandis qu'il est certainement *très souhaitable que les fidèles participent le plus activement possible aux cérémonies auxquelles ils assistent*. Cf. St Alphonse, III, 315-317.

REMARQUE. — Le précepte ecclésiastique n'atteint pas directement les *enfants* de moins de sept ans, ni les *excommuniés*. Cf. CC. 12 et 2259 § 1.

579. — Gravité et réparation des omissions partielles.

1^o — *Gravité*. — La gravité de l'omission partielle peut résulter de la durée ou de l'importance de la partie omise.

D'après les textes anciens, l'enseignement de Saint Alphonse (III, 310) et l'enseignement commun moderne, il y aurait *matière grave* si l'on omettait tout le début de la messe en arrivant après l'*Offertoire* ou bien si, arrivé au moment de l'évangile, on partait dès la Communion du prêtre. — De plus, toute autre omission analogue, mais moins importante, doit être considérée dans la discipline actuelle comme une *faute vénielle*.

Quant à l'omission d'une *partie notable du canon*, surtout si elle comprend la consécration ou la communion, elle peut facilement devenir grave.

2^o — *Réparation des parties omises*. — Il suffit, semble-t-il, au jugement d'assez nombreux auteurs, d'entendre la partie correspondante d'une autre messe, du moins si les *deux consécrations* et la *communion* se rencontrent dans la *même messe*. Cf. St Alphonse, III, 311; Gousset 550. — Une raison proportionnée est cependant nécessaire pour être alors exempt de toute faute vénielle.

Quant à la solution qui consisterait à suivre simultanément les parties différentes de plusieurs messes pour satisfaire ainsi au précepte, c'est du laxisme condamné légitimement par Innocent XI. Cf. Denz.-B. 1203.

Mais notons que lorsqu'une omission partielle aura été causée *fortuitement* par un motif sérieux, l'obligation de compenser et de réparer cette omission admettra facilement des excuses.

580. — *Les excuses*. — 1. — Nous savons que l'on peut parler d'*excuses* lorsque le sujet normal de la loi se trouve *de plein droit* soustrait à l'obligation qu'elle impose. N'étant plus atteint par la loi, il n'a pas besoin de dispense.

Mais on remarquera que la *loi ecclésiastique* de l'assistance à la

messe, grave en elle-même par la volonté du législateur, voit sa gravité croître et devenir presque absolue dans la mesure même où elle ne fait qu'un avec la *loi divine* qui a voulu faire de la messe un acte nécessaire de la vie chrétienne.

C'est pourquoi, des raisons, suffisantes pour excuser de l'assistance à la messe *une fois en passant*, ne suffiront peut-être pas pour excuser *d'une façon ordinaire*. Quant à l'excuse universelle, qui permettrait de ne jamais assister à la messe, pas même en semaine, seule une absolue impossibilité pourrait la fournir.

2. Les causes d'excuses que l'on a coutume d'énumérer sont les suivantes :

a) *La maladie*. — Pour que la maladie constitue une excuse il suffit qu'en allant assister à la messe on s'expose à quelque *notable inconvénient* ou au danger d'une rechute. Cf. St Alphonse, III, 325.

Dans le *doute* on peut demander l'avis du médecin, du supérieur, du Curé, du confesseur ou de quelque conseiller prudent. Si malgré tout le doute persistait, on pourrait légitimement demander une dispense; bien plus, dès que le doute est sérieux, il n'est pas vraisemblable que l'Église ait l'intention d'urger l'obligation ecclésiastique dans un cas de ce genre.

b) *La distance*. — La distance suffisante pour excuser de ne pas assister à la messe semble être de 4 kilomètres environ, lorsque le trajet doit se faire à pied dans des *conditions normales*. Mais ceux qui ont à leur disposition des moyens faciles de locomotion sont tenus d'en faire usage et une distance nettement supérieure serait alors nécessaire pour créer une excuse valable.

c) *La crainte fondée de quelque inconvénient grave d'ordre moral*.

Ce peut être par exemple le cas d'une épouse qui ne pourrait, dans une circonstance particulière, résister aux désirs de son mari sollicitant sa présence à la maison; — d'un ouvrier, d'un employé, d'un domestique, d'un enfant, d'un soldat qui se trouveraient dans une situation analogue par suite de l'état de *dépendance* où ils se trouvent. La *honte* de se présenter sans être convenablement habillé pourrait encore constituer un juste motif. Cf. St Alphonse, III, 330, 8.

d) *Une occupation importante*. — Un médecin, un chirurgien, une infirmière, une garde malade, une mère de famille nombreuse, un voyageur, un boulanger, un boucher d'une grande ville, un employé des halles, un policier, un entrepreneur ou un employé de transports..., peuvent être pris plus ou moins régulièrement par des occupations qui les empêchent d'assister à la messe.

Un motif de charité, ou *une fois en passant* l'espoir d'un gain important, voire même peut-être une excursion ou une partie de chasse qui constitue un attrait extraordinaire, pourraient être sans doute des motifs d'excuse, du moins si on ne pouvait demander une dispense. Cf. St Alphonse, III, 326, 331, 332 et 301.

e) *Une coutume légitime*. — Cette excuse est essentiellement variable suivant les régions. Ce peut être, par exemple, le cas des fiancés le jour de la publication des bans de mariage.

581. — REMARQUE. — Le précepte ecclésiastique n'impose pas en soi l'obligation de *compenser*, en cas d'excuse, par quelque acte de dévotion accompli en particulier. Il convient cependant de le *conseiller vivement*, surtout si l'excuse est fréquente. Il conviendra même parfois de conseiller, ou même d'organiser l'assistance à la messe en semaine pour ceux qui ne peuvent presque jamais y assister le dimanche.

582. — La dispense du précepte. — Les *Ordinaires des lieux*, les *Curés* et les *Supérieurs des clercs exempts* peuvent, dans un cas particulier, dispenser valablement et licitement du précepte ecclésiastique suivant la teneur du C. 1245 § 1 et § 3.

Certains *confesseurs privilégiés* possèdent parfois le même pouvoir, mais au for interne ou même sacramentel seulement.

583. — Absence de toute obligation positive autre que celle de la messe. — Dans la législation actuelle il n'existe certainement aucune obligation, même légère, d'assister aux *Vêpres*. Par contre, il existe souvent une *obligation naturelle d'assister aux instructions dominicales*; et c'est pourquoi le Droit fait une obligation aux Curés d'assurer ces prédications. Cf. CC. 1344-1348.

584. — Facultés accordées aux prêtres pour assurer la messe dominicale. — Le canon 806 autorise les Ordinaires à accorder la permission de *biner* (permission qui en cas de besoin peut être supposée), et fait entrevoir que des indults plus larges peuvent être obtenus. Mais notons bien que seul le bien d'un groupe relativement important de fidèles peut légitimer le « binage ». Cf. n. 717.

Au sujet du jeûne eucharistique on sait que depuis la lettre « Optime novit » du 22 mars 1923 et d'après les « Normae » envoyées aux Ordinaires des lieux par le Saint-Office, le 1^{er} juillet 1931, le Saint-Siège est disposé à accorder des Indults permettant de *prendre quelque chose* de liquide (sans alcool) ou même un médicament solide avant de célébrer des *messes tardives* (après 10 h.). Cf. n. 713.

§ III. — L'ABSTENTION DES ŒUVRES SERVILES

585. — Dispositions générales.

1^o — *Le sujet de la loi.* — Puisque toutes les dispositions positives de la loi sont d'ordre ecclésiastique, il semble que l'on puisse affirmer que seuls les *baptisés* qui, âgés de plus de sept ans, jouissent de leur raison, sont sujets de ce précepte. Cf. C. 12.

Les païens ne semblent directement tenus qu'au repos qui est indispensable à tout homme pour pouvoir vivre humainement et avoir le temps nécessaire à la prière. Cf. St Alphonse, III, 271.

2^o — *Les jours de repos.* — Les jours chômés, dans la discipline actuelle, sont ceux-là mêmes où il y a obligation d'assister à la messe; et la coutume d'observer le repos de minuit à minuit est devenue une loi prescrite par le Droit Commun. Cf. CC. 32, 1246, 1247.

3^o — *Les œuvres défendues.* — Le canon 1248 distingue *trois catégories* de travaux défendus : les « œuvres serviles », les actes judiciaires, et, dans une certaine mesure, les marchés, ventes publiques, etc... Nous devons donner quelques précisions à l'occasion de chacune de ces catégories.

586. — **Les « œuvres serviles ».** — *Une définition exacte semble ici impossible.* Dans la pratique il faudra surtout *interroger la coutume* qui tient compte plus ou moins clairement de la nécessité, de l'intention, de la fatigue physique et même de la durée.

Cependant, pour donner quelques exemples et mettre un peu d'ordre dans notre exposé, nous parlerons d'abord des œuvres qui semblent certainement défendues comme « serviles », puis de celles qui sont certainement permises qu'elles soient ordinairement considérées comme « libérales » ou « communes », enfin d'autres occupations qui posent des problèmes dont la solution pourra rester plus ou moins douteuse.

587. — 1^o — *Sont certainement défendus :*

Les *gros travaux* de terrassement, de culture des champs, des vignes, des jardins : comme transporter de la terre, rentrer la moisson, charger ou décharger des charrettes, des camions, des wagons, des chalands, des navires, abattre des arbres, etc. Les *gros travaux* qui se font dans les usines, les mines, les chantiers : comme extraire du charbon, tirer des pierres des carrières, les tailler, bâtir, monter des charpentes en bois ou en métal, les boulonner, river des tôles, souder de grosses pièces, peindre de grandes surfaces. — Est également défendu le *travail des tailleurs*, des cordonniers, des menuisiers, des serruriers, des électriciens...; les *gros travaux domestiques* : comme faire la lessive, cirer les parquets...; et en soi tous les *travaux purement manuels* et prolongés, comme coudre, réparer les vêtements, etc...

Mais peu importe, en principe, que ces travaux soient exécutés pour gagner un salaire ou pour une autre raison. C'est en effet non seulement une attitude personnelle qui est demandée à ceux qui sont ordinairement courbés vers la terre par des travaux purement matériels, mais c'est aussi une *atmosphère sociale que tous doivent contribuer à créer et à maintenir* : à cette condition seulement le jour du Seigneur sera pour tous un véritable jour de repos et une occasion d'élever son âme vers les choses spirituelles. Cf. n. 590.

588. — 2^o — *Sont certainement permis :*

Les *travaux domestiques quotidiens* : comme faire la cuisine, entretenir l'ordre et la propreté de la maison; les sports, les exercices de *gymnastique* et de culture physique; le *travail intellectuel* ou nettement artistique et sans efforts musculaires : c'est ainsi que l'on peut

lire, étudier, composer par écrit, dessiner, chanter, faire de la musique...

589. — 3^o — *Cas plus douteux* (historiquement ou encore réellement) :

a) *Est-il permis le dimanche de transcrire un texte, des comptes, de la musique, de se servir de machines à écrire, à polycopier, à imprimer?*

Au XIII^e siècle c'est à peine si on autorisait les étudiants à prendre quelques notes. — Depuis Saint Alphonse, aucun moraliste n'a soutenu que la transcription d'un texte soit un travail défendu. Et il semble qu'actuellement *la coutume autorise tout ce qui peut être assimilé à un travail de bureau, et condamne tout ce qui doit être considéré comme un travail d'atelier.* — On doit cependant se souvenir qu'au point de vue physique, psychologique, moral et religieux, les employés de bureau, les dactylos, etc..., ont besoin du repos et de la détente des jours fériés : mais c'est là une nécessité qui peut dépasser partiellement l'obligation directement visée par la loi du repos dominical telle que nous la présente la tradition et la coutume, Cf. n. 690.

b) *Est-il permis de sculpter, de peindre, de faire de la broderie, de travailler au crochet, de tricoter?* — Si nous voulons parler ici de *travaux d'art* ou d'*occupations de dames*, il semble que là où la coutume existe ou s'introduit de considérer ces travaux comme autorisés. Il n'y a pas lieu d'essayer de réagir : ne serait-ce pas « judaïser » et cela sans aucun profit social ni spirituel.

c) *Est-il permis de voyager, de naviguer, de faire des transports le dimanche?*

Le voyage comme la simple conduite des véhicules est autorisé le dimanche. On doit cependant s'efforcer de faciliter autant que possible le repos effectif et salutaire de tous les ouvriers et employés des entreprises de transports.

d) *Est-il permis de pêcher et de chasser le dimanche?*

Après les solutions sévères du Moyen Age, on hésite et on déclare pour finir que *là où il n'y a pas travail considérable*, la pêche et la chasse peuvent être tolérées.

e) *Que faut-il penser des travaux et des arts mécaniques où l'activité de l'homme est réduite à une simple surveillance plus ou moins active d'une machine?*

La coutume peut autoriser certains de ces travaux. Mais il convient, pour ne pas ruiner pratiquement le repos dominical, de ne pas se montrer trop facilement favorable à des occupations de ce genre.

590. — REMARQUE. — *Certains voudraient que seules soient défendues les occupations professionnelles.* — Mais notons d'abord que plusieurs occupations professionnelles, parce que plus intellectuelles, n'ont jamais été interdites. Elles ne nuisent pas en effet à l'atmosphère de repos que cherche à créer l'interdiction des œuvres serviles. Du reste ces travaux plus intellectuels ne peuvent parfois

que difficilement se distinguer de la simple réflexion et ils ne s'opposent pas de la même façon que les lourds travaux matériels et prolongés aux préoccupations spirituelles et religieuses. — Et si l'on demande que seules les occupations à la fois professionnelles et « serviles » soient interdites, on ne supprime pas toute difficulté. D'abord il reste à définir et à délimiter les « œuvres serviles ». De plus, l'autorisation concédée d'exécuter gratuitement et à titre personnel les œuvres serviles interdites à ceux pour qui elles constituent le travail professionnel, ne pourrait que troubler la formation et compromettre le maintien de cette *ambiance* qui semble particulièrement importante en cette matière.

En tout cas *ce serait là une modification à la loi ecclésiastique actuellement existante*, modification que seul le législateur pourrait introduire légitimement si, tout bien pesé, il la jugeait opportune.

591. — Les procédures judiciaires. — Les œuvres judiciaires qui sont interdites dans la société ecclésiastique comme dans la société civile sont celles *qui se font « avec bruit et contention »*. Mais il n'est pas interdit de faire une enquête, de préparer un plaidoyer, etc.

592. — Les affaires commerciales publiques. — On doit s'abstenir aussi, à moins que des coutumes légitimes ou des indults particuliers ne les autorisent, des *foires, marchés et ventes publiques*. Dans la pratique, l'ouverture, au moins partielle, de certains magasins et de certaines boutiques pendant une partie de la journée du dimanche, devra souvent être tolérée.

593. — Gravité des transgressions. — 1. — S'il s'agit d'*œuvres certainement serviles*, demandant un *effort physique considérable*, exécutées par un même ouvrier, *une durée de deux heures et demie à trois heures doit être déclarée grave*; mais notons qu'un travail d'une durée moindre peut parfois être gravement scandaleux. Cf. St Alphonse, III, 305 et 306.

Si le *travail n'est guère fatigant* et s'il ne dure pas une partie notable de la journée, il n'y aurait sans doute pas de faute grave.

2. — Lorsqu'il s'agit des *œuvres judiciaires* ou des *marchés publics*, ce sera plutôt une appréciation morale que la durée même qui permettra de juger le cas. Aussi les dispositions subjectives tiendront une grande place parmi les éléments qui permettront de juger de la gravité de la transgression.

594. — Excuses. — La *loi ecclésiastique* du repos dominical admet des cas d'excuse : tout *motif relativement grave* peut être recevable.

Passons en revue un certain nombre de cas ordinairement cités.

1° — *La nécessité publique.* — Certains services publics ou entreprises particulières devenus nécessaires à la vie du pays, supposent un fonctionnement continu (électricité, téléphone, transports...), — de plus, dans certains cas extraordinaires (incendie, inondation, avalanche, glissement de terrain...), le travail

du dimanche pourra s'imposer. On pourra aussi le tolérer pour compléter une décoration, parfaire un arc de triomphe..., lorsqu'une fête, même profane, exige des préparatifs de ce genre.

2° — *La nécessité privée.* — Il semble difficile de condamner quelqu'un qui dans un cas extraordinaire se croirait excusé de l'observation de la loi pour éviter la perte d'un *gain considérable*. Il ferait cependant mieux de demander une dispense à l'autorité compétente.

La raison d'indigence ou de réelle *pauvreté* est suffisante.

On peut donner des solutions larges dans le cas des *servantes, employées et femmes du peuple* qui n'ont que le dimanche pour réparer ou même exceptionnellement laver leur linge ; — ou dans celui des *ouvriers ou employés* qui demandent à travailler exceptionnellement dans leurs jardins pour y faire quelques gros travaux plus ou moins urgents ; — ou encore des *cultivateurs* qui, gênés dans leurs travaux par le mauvais temps, demandent à profiter du soleil d'un beau dimanche pour rentrer leurs foins ou leurs moissons. — Quant au *jardinage* qui peut se faire en vêtements « du dimanche », il peut facilement être toléré, ne serait-ce que pour empêcher l'oisiveté.

3° — *Le service divin.* — On peut autoriser, à ce titre, tous les travaux d'organisation et de décoration ayant un rapport direct avec les offices et cérémonies religieuses de la journée. Mais alors même, il convient, pour le bon exemple, d'éviter autant que possible tout travail fatigant et prolongé. Cf. St Alphonse, III, 293.

4° — *La pratique de la charité.* — Il est certainement permis d'aider quelqu'un qui est autorisé à travailler en raison d'une nécessité pressante. Quelques théologiens estiment même que l'on peut licitement travailler à des objets destinés aux pauvres. Cf. St Alphonse, III, 294.

5° — *La coutume.* — Le canon 1248, qui fait appel à la coutume générale interprétative de la loi écrite, ne condamne pas les coutumes particulières qui introduisent des exceptions à la loi elle-même, pourvu qu'elles soient centenaires et non condamnées par les Ordinaires (cf. C. 5). — C'est pourquoi on peut admettre ou tolérer des coutumes de ce genre qui autorisent, sans raisons particulières, la cuisson du pain, l'ouverture des salons de coiffure, la confection des objets de piété, etc.

D'autres coutumes, moins anciennes, devront souvent aussi être tolérées, soit parce qu'elles font présumer que, du fait d'une quasi-nécessité sociale ou particulière, il existe une excuse, soit parce que, combattues, elles pourraient donner lieu à un *plus grand mal*, c'est-à-dire dans la pratique à des fautes formelles.

Mais il ne faut pas oublier que ces problèmes regardent ordinairement le *for externe* et que les *Curés* et surtout les *Evêques* peuvent à bon droit se réserver ces questions, soit pour urger le précepte, soit pour donner parfois une solution large sous forme de dispense.

595. — Dispenses. — Voir ce que nous avons dit plus haut (n. 582) au sujet de l'assistance à la messe : la discipline est la même. Cf. C. 1245.

596. — REMARQUE. — Il peut être intéressant de faire remarquer que les États modernes, après avoir aboli l'obligation civile du repos dominical, ont dû y revenir à cause des nombreux bienfaits sociaux et humains de cette loi.

Cependant la *loi civile*, dont le but est le *bien commun social*, peut à bon droit

ne pas avoir exactement les mêmes limites et les mêmes exigences que la *loi ecclésiastique* dont le *but premier* est *religieux*.

597. — Conclusion. — L'histoire, la nature et le but du précepte du repos dominical, comme les textes de la loi actuelle qui en appellent à la coutume, nous montrent que, dans ses interprétations secondaires, le commandement peut et même doit évoluer avec l'évolution de la société et des conditions de la vie. Aux prêtres, aux moralistes, aux Évêques de contrôler cette évolution, de la diriger, de la redresser si c'est nécessaire; mais on aurait tort de la nier ou de vouloir l'*empêcher*, comme on aurait tort aussi de la *provoquer d'une façon artificielle* et prématurée au risque de scandaliser.

Ce qu'il faut *sauvegarder* avant tout, pour les individus et la communauté, c'est la possibilité de *vivre plus spirituellement* et d'assurer le *culte public*. Le repos et l'arrêt des affaires doivent permettre de mieux se contrôler, et de ménager à tous le temps et l'atmosphère nécessaires à une vie vraiment humaine, religieuse et entièrement chrétienne.

Dès lors, dans la solution des cas particuliers, nous veillerons certes à ce que notre *casuistique* ne soit pas « *judaïque* », car le repos dominical est un moyen et non une fin; mais en même temps nous aurons soin de ne pas oublier que l'interprétation de cette loi coutumière et sociale exige que nous tenions compte de l'*atmosphère sociale* à créer et à conserver, de la coutume et de la tradition.